ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Fonction publique, le 30 avril 1984, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "déterminant les règles d'agrément des centres informatiques chargés de l'exécution de tâches dans le cadre de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques", a donné le 2 juillet 1984 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, de 30e april 1984 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de normen voor erkenning van de informaticacentra belast met de uitvoering van opdrachten in het kader van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen", heeft de 2e juli 1984 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION PREALABLE.

L'agrément organisé par l'arrêté royal en projet comportant l'autorisation qui est prévue à l'article 5, alinéa 2, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, il est rappelé que la Commission consultative, créée par l'article 12 de ladite loi, devra donner son avis préalablement audit agrément.

EXAMEN DU TEXTE.

INTITULE.

L'intitulé suivant est proposé :

"ARRETE ROYAL RELATIF A L'AGREMENT DE CENTRES INFORMATIQUES POUR L'EXECUTION DE TACHES AUPRES DU REGISTRE NATIONAL DES PERSONNES PHYSIQUES".

PREAMBULE.

A l'alinéa 1er, le mot "et" doit être omis du texte français.

L'article 5 de l'arrêté royal du 3 avril 1984 prévoit que l'"organisme tiers" qui assure la gestion automatisée de la population pour une commune, "doit être agréé par le Ministre qui la fonction publique dans ses attributions". L'arrêté en projet vient modaliser cette attribution de compétence en fixant des limites et des conditions dans lesquelles le Ministre exerce ses pouvoirs.

.../...

Pour la bonne compréhension de l'arrêté en projet, il conviendrait de viser au préambule l'article 5 de l'arrêté royal du 3 avril 1984 comme suit :

"Vu l'arrêté royal du 3 avril 1984 relatif à l'accès de certaines autorités publiques au Registre national des personnes physiques, ainsi qu'à la tenue à jour et au contrôle des informations, notamment l'article 5;".

DISPOSITIF.

Article 1er.

La disposition exprime une limitation qui va de soi, du champ d'application de l'arrêté. Elle est donc superflue et doit être omise.

Article 2 (devenant l'article 1er).

De l'accord des délégués du Gouvernement, le texte suivant est proposé :

"Article 1er.-

Un centre informatique doit être agréé :

1° pour exécuter toute tâche concernant soit l'enregistrement, soit la transmission au Registre national des personnes physiques, d'informations provenant des communes;

.../...

2° pour assurer la communication des informations provenant du Registre national aux autorités et organismes publics visés à l'article 5 de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques".

Le texte proposé ci-avant ne reproduit pas la disposition du projet qui désigne l'autorité compétente pour accorder l'agrément, savoir, selon l'article 2 du projet, le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions, agissant "de l'avis favorable de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil".

Le projet prévoit également, sous l'article 10, l'intervention de la délibération des Ministres réunis en Conseil, préalablement à la décision portant retrait de l'agrément.

La formalité de la délibération en Conseil des Ministres n'est prévue que pour des décisions prises par arrêté royal (1).

Il ne se conçoit pas, en droit belge, qu'une délibération du Conseil des Ministres soit imposée comme formalité préalable à une décision prise en la forme d'un arrêté ministériel. En effet, le pouvoir exécutif appartient au Roi (article 29 de la Constitution) et c'est le Roi qui prend les arrêtés nécessaires pour l'exécution des lois (article 67 de la Constitution). Certes, il est admis depuis longtemps que l'autorité déléguée par la Nation, notamment le Roi, charge des

---

.../...

(1) L'arrêté royal du 16 mai 1977 déterminant les règles d'agrément des centres régionaux et sous-régionaux d'informatique ne prévoit pas une délibération en Conseil des ministres préalables à un arrêté ministériel. Selon l'article 4 de cet arrêté, "en cas de désaccord entre le Ministre des Affaires régionales et le Comité ministériel des Affaires régionales, la décision est prise par le Conseil des ministres". Il ne s'agit donc plus d'une délibération préalable à une décision ministérielle. Le Conseil des ministres prend la décision lui-même.

autorités secondaires d'agir à sa place, sous son contrôle, en prenant des mesures de détail, sous réserve d'ailleurs de son approbation expresse ou tacite (Cassation, 4 mai 1920, Pas. , 1920, I, 135; 13 mai 1935, ibid., 1935, I, 246; 14 novembre 1939, ibid.,1939, I, 468). Mais dans le cas où il s'agit d'une mesure d'une telle importance qu'elle exige une délibération en Conseil des Ministres, il ne saurait être admis qu'elle prenne la forme d'un arrêté ministériel; dans ce cas, le titulaire constitutionnel du pouvoir exécutif doit prendre lui-même, avec le contreseing du Ministre ou des Ministres compétents, la mesure que l'exécution de la loi requiert.

Aux articles 2 et 10 du projet, il appartient donc au Gouvernement de choisir entre la compétence du Ministre agissant seul ou avec l'accord de tel ou tel de ses collègues, et la compétence du Roi, éventuellement éclairé par une délibération du Conseil des Ministres et agissant avec le contreseing d'un ou de plusieurs Ministres.

Si le Gouvernement devait opter pour la compétence du Roi, agissant après délibération du Conseil des Ministres, il y aurait lieu de prévoir la modification de l'article 5 de l'arrêté royal du 3 avril 1984 relatif à l'accès de certaines autorités publiques au Registre national des personnes physiques, ainsi qu'à la tenue à jour et au contrôle des informations, lequel prévoit l'agrément par le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions.

.../...

Article 3 (devenant l'article 2).

Conformément aux usages en matière légistique, l'article devrait être divisé en 1°, 2°, 3° ... au lieu de 1, 2, 3 ...

+

Le terme "émanent", au 1, manque de précision et ne permet pas de déterminer les intentions du Gouvernement, notamment quant au point de savoir si les personnes visées doivent faire partie d'un organisme public ou être désignées par lui.

+

Au 4, les mots "avoir repris" ne sont pas corrects; il conviendrait d'écrire en français "avoir reproduit".

Au 4 également, les mots "définies à l'article 7" sont inexacts et doivent être omis. En effet, l'article 7 du projet ne définit pas de règles "de confidentialité et de déontologie".

Enfin, le mot "confidentialité" n'est pas français.

+

Au point 5, le texte néerlandais devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

+

Selon le point 7, pour être agréé comme centre informatique, un organisme doit, notamment, "offrir les garanties d'une neutralité conforme à sa mission d'intérêt général". Cette formule, plutôt sibylline, qui, si elle devait être maintenue, gagnerait à être exprimée en termes clairs, semble correspondre à l'exigence exprimée aujourd'hui par l'article 5, 5°, de l'arrêté royal du 16 mai 1977 déterminant les règles d'agrément des

.../...

centres régionaux et sous-régionaux d'informatique. Selon cette dernière disposition, pour être agréé comme centre régional ou sous-régional d'informatique, un organisme doit notamment "disposer d'organes de gestion qui respectent dans leur composition le principe du pluralisme".

On peut sans doute admettre que l'Etat n'accorde son agrément à des organismes assumant une mission de service public pour un ensemble de communes situées dans une même partie du territoire national, qu'à la condition que les organes dirigeants de cet organisme soient composés de telle manière que les diverses tendances idéologiques représentées au sein des conseils communaux et des collèges des bourgmestres et échevins de ces communes soient associées à la gestion des organismes à agréer. Une règle de représentation proportionnelle est généralement suivie dans la composition des organes des associations intercommunales et elle est indirectement imposée par la loi pour les centres publics intercommunaux d'aide sociale.

L'arrêté en projet semble cependant vouloir aller plus loin que l'arrêté royal du 16 mai 1977 précité. Les "garanties de neutralité" concernent-elles seulement les organes de gestion ou bien s'appliquent-elles aussi au personnel administratif et technique, voire à d'autres aspects de l'organisation ou du fonctionnement des centres informatiques ? Les termes dans lesquels le projet est rédigé ne permettent pas de répondre à cette question.

Si l'intention du gouvernement devait être d'imposer un pluralisme idéologique au sein du personnel administratif et technique de ces centres, il ne serait pas conforme aux articles 6, 6bis et 14 de la Constitution. L'égale admissibilité des Belges aux emplois publics s'oppose à ce que l'appartenance à un mouvement idéologique ou à un courant philosophique, puisse être un

critère de sélection lors du recrutement ou des promotions. La liberté d'opinion, la liberté de manifester son opinion et, découlant de celle-ci, la liberté de ne pas révéler son opinion, font obstacle à ce que le candidat à un emploi public soit tenu, pour pouvoir être nommé ou promu, de faire état de la tendance idéologique ou philosophique à laquelle il considère appartenir.

Seul le législateur peut, pour prévenir des discriminations qui pourraient, sans pareille mesure, se produire en fonction de tendances idéologiques ou philosophiques, prévoir "une répartition équilibrée des fonctions, attributions et affectations" entre ces tendances au sein du personnel de certaines administrations. Encore faut-il remarquer que le législateur n'a eu recours à ce moyen exceptionnel contre la discrimination que pour le personnel des établissements et organismes culturels, personnel dont les membres, par la nature même et dans l'exercice de leurs fonctions, sont normalement appelés à manifester publiquement leur appartenance à un courant idéologique ou à un mouvement philosophique (voyez la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques, spécialement son article 20).

La rédaction de l'article 3, 7, du projet devrait donc être revue, afin d'en rendre la portée plus claire et d'éviter qu'il puisse être interprété comme visant le personnel administratif ou technique des centres informatiques.

Article 4 (devenant l'article 2, alinéa 2).

Cette disposition pourrait former l'alinéa 2 de l'article 2.

De l'accord des délégués du Gouvernement, la rédaction suivante est proposée :

.../...

"Un seul centre peut être agréé pour un territoire déterminé".

Article 6 (devenant l'article 4).

Cet article devra être revu dans le cas où le Gouvernement opterait pour la compétence du Roi en ce qui concerne l'octroi de l'agrément.

Article 7 (devenant l'article 5).

La rédaction suivante est proposée :

"Article 5.

Le centre agréé est responsable de la sécurité, du caractère confidentiel des informations et de leur transmission régulière.

Le retrait est décidé par ... (1)".

Article 8.

L'article 8 trouverait mieux sa place à la fin de l'article 3 proposé, sous la forme d'un 9° rédigé comme suit :

"9° se soumettre aux dispositions de l'arrêté royal du 7 mars 1978 déterminant la teneur et la présentation d'un plan comptable minimum normalisé".

---

(1) Voir, pour ce deuxième alinéa, les observations faites, en ce qui concerne l'agrément lui-même, sous l'article 2 (devenant 1er) du projet.

VOORAFGAANDE OPMERKING.

Daar de erkenning die door het ontworpen koninklijk besluit wordt geregeld, de machtiging inhoudt waarin artikel 5, tweede lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen voorziet, moge er worden op gewezen dat de raadgevende commissie, welke bij artikel 12 van die wet is ingesteld, nog vóór die erkenning advies zal moeten uitbrengen.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

OPSCHRIFT.

Het volgende opschrift wordt voorgesteld :

"KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE ERKENNING VAN INFORMATICACENTRA VOOR HET UITVOEREN VAN OPDRACHTEN BIJ HET RIJKSREGISTER VAN DE NATUURLIJKE PERSONEN".

AANHEF.

In de Franse tekst van het eerste lid moet het woord "et" vervallen.

Artikel 5 van het koninklijk besluit van 3 april 1984 bepaalt dat de "derde instelling" die het geautomatiseerde bevolkingsbeheer voor een gemeente uitvoert, "erkend (moet) zijn door de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort". Het ontworpen besluit stelt nadere regels inzake die toekenning van bevoegdheid door te bepalen binnen welke grenzen en onder welke voorwaarden de Minister zijn bevoegdheid uitoefent.

.../...

Voor een goed begrip van het ontworpen besluit zou het raadzaam zijn in de aanhef te verwijzen naar artikel 5 van het koninklijk besluit van 3 april 1984 en wel op de volgende wijze :

"Gelet op het koninklijk besluit van 3 april 1984 betreffende de toegang door sommige openbare overheden tot het Rijksregister van de natuurlijke personen, alsmede betreffende het bijhouden en de controle van de informaties, inzonderheid op artikel 5;"

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

De bepaling geeft een beperking van de werkingssfeer van het besluit aan, die vanzelfsprekend is. Zij is dus overbodig en moet vervallen.

Artikel 2 (dat artikel 1 wordt).

De volgende tekst wordt voorgesteld; de gemachtigden van de Regering zijn het daarmee eens :

"Artikel 1.-

Een informaticacentrum dient erkend te zijn om :

1° elke opdracht uit te voeren in verband ofwel met het registreren van informaties die afkomstig zijn van de gemeenten, ofwel met het doorgeven ervan aan het Rijksregister van de natuurlijke personen;

.../...

2° informaties die van het Rijksregister afkomstig zijn, mede te delen aan de overheden en openbare instellingen, bedoeld in artikel 5 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen".

De zoëven voorgestelde tekst bevat niet meer die bepaling van het ontwerp waarbij de voor het verlenen van de erkenning bevoegde overheid wordt aangewezen; volgens artikel 2 van het ontwerp is dat de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort, handelend "op het gunstig advies van Onze in Raad vergaderde Ministers".

Het ontwerp schrijft in artikel 10 ook voor dat de in Raad vergaderde Ministers advies uitbrengen voordat besloten wordt de erkenning in te trekken.

Het vormvereiste van overleg in de Ministerraad geldt alleen voor beslissingen die bij koninklijk besluit worden genomen(1).

In het Belgische recht is het niet denkbaar dat overleg in de Ministerraad opgelegd wordt als vormvereiste voordat een beslissing in de vorm van een ministerieel besluit wordt genomen. De uitvoerende macht berust immers bij de Koning (artikel 29 van de Grondwet) en het is de Koning die de besluiten neemt die voor de uitvoering van de wetten nodig zijn (artikel 67 van de Grondwet). Weliswaar is al lang

---

.../...

(1) Het koninklijk besluit van 16 mei 1977 ter bepaling van de normen voor erkenning van de gewestelijke en sub-gewestelijke centra voor informatica voorziet niet in overleg in de Ministerraad voordat een ministerieel besluit wordt uitgevaardigd. Artikel 4 van dit besluit bepaalt : "Komt het tot geen akkoord tussen de Minister van Gewestelijke Aangelegenheden en het Ministerieel Comité voor Gewestelijke Aangelegenheden, dan wordt de beslissing door de Ministerraad genomen". Het gaat dus niet meer om overleg dat aan een ministeriële beslissing voorafgaat. De Ministerraad neemt de beslissing zelf.

aanvaard dat het door de Natie gemachtigde gezagsorgaan, met name de Koning, lagere overheden kan opdragen in zijn plaats en onder zijn controle te handelen door het nemen van detailmaatregelen, onder voorbehoud overigens van zijn uitdrukkelijke of stilzwijgende goedkeuring (Cassatie, 4 mei 1920, Pas., 1920, I, 135; 13 mei 1935, ibid., 1935, I, 246; 14 november 1939, ibid., 1939, I, 468). Wanneer het echter een maatregel geldt die zo belangrijk is dat hij overleg in de Ministerraad behoeft, is het niet geoorloofd dat hij de vorm van een ministerieel besluit zou aannemen; in dat geval behoort de instantie die krachtens de Grondwet met de uitvoerende macht belast is, zelf de voor uitvoering van de wet vereiste maatregel te nemen en dienen de bevoegde Minister of Ministers mede te ondertekenen.

Het is dus zaak van de Regering om in de artikelen 2 en 10 van het ontwerp te kiezen tussen de bevoegdheid van de Minister die alleen of met het akkoord van een of andere collega handelt, en de bevoegdheid van de Koning die, eventueel voorgelicht door het overleg in de Ministerraad, handelt met medeondertekening door één of meer Ministers.

Indien de Regering opteert voor de bevoegdheid van de Koning, die dan na overleg in de Ministerraad optreedt, dient te worden voorzien in de wijziging van artikel 5 van het koninklijk besluit van 3 april 1984 betreffende de toegang door sommige openbare overheden tot het Rijksregister van de natuurlijke personen, alsmede betreffende het bijhouden en de controle van de informaties. Dat artikel schrijft erkenning voor door de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort.

.../...

Artikel 3 (dat artikel 2 wordt).

Het artikel zou, zoals in de wetgevingstechniek gebruikelijk is, ingedeeld moeten worden in 1°, 2°, 3° ... in plaats van 1, 2, 3 ...

+

De woorden "afkomstig zijn" in 1 zijn onvoldoende nauwkeurig en maken het niet mogelijk uit te maken wat de bedoeling van de Regering is, onder meer wat betreft de vraag of de bedoelde personen tot een overheidsinstelling moeten behoren of erdoor aangewezen moeten worden.

+

In 4 zijn in de Franse tekst de woorden "avoir repris" niet correct; men zou "avoir reproduit" moeten schrijven.

Ook in 4 zijn de woorden "die in artikel 7 bepaald zijn" onjuist; zij moeten vervallen. Artikel 7 van het ontwerp bepaalt immers geen regels inzake "vertrouwelijkheid en deontologie".

Het woord "confidentialité" ten slotte is geen Frans.

+

De Nederlandse tekst onder 5 zou in dezer voege gesteld moeten worden :

5° de verbintenis aangaan om het werk waarmee het belast wordt, zelf nauwkeuring uit te voeren; onderaanneming is slechts geoorloofd met uitdrukkelijke toestemming van de opdrachtgever en wat de in ..." (voorts zoals in het ontwerp).

Volgens punt 7 moet een instelling, wil zij erkend kunnen worden als informaticacentrum, onder meer "neutraliteitswaarborgen bieden overeenkomstig (haar) opdracht van algemeen belang". Deze formule, die nogal sibillijns is en, als zij gehandhaafd moet blijven, beter in duidelijke bewoordingen zou worden gesteld, lijkt overeen te komen met het vereiste dat momenteel neergelegd is in artikel 5, 5°, van het koninklijk besluit van 16 mei 1977 ter bepaling van de normen voor erkenning van de gewestelijke en sub-gewestelijke centra voor informatica. Volgens die bepaling moet een instelling, wil zij erkend worden als gewestelijk of sub-gewestelijk informaticacentrum, onder meer "beschikken over beheersorganen die in hun samenstelling het beginsel van het pluralisme eerbiedigen".

Men kan wel aannemen dat het Rijk instellingen die voor een aantal, in hetzelfde deel van het nationale grondgebied gelegen gemeenten, als overheidsdienst optreden, pas erkent als de leidende organen van die instelling zodanig samengesteld zijn dat de verschillende ideologische strekkingen die in de gemeenteraden en in de colleges van burgemeester en schepenen van die gemeenten vertegenwoordigd zijn, aan bod komen bij het beheer van de te erkennen instellingen. Wat de samenstelling van de organen van de intercommunale verenigingen betreft wordt doorgaans de regel van de evenredige vertegenwoordiging toegepast en ten aanzien van de intercommunale openbare centra voor maatschappelijk welzijn wordt die regel door de wet onrechtstreeks opgelegd.

Het ontworpen besluit lijkt echter verder te willen gaan dan het voormelde koninklijk besluit van 16 mei 1977. Hebben de "neutraliteitswaarborgen" alleen betrekking op

.../...

de beheersorganen of zijn zij ook toepasselijk op het administratief en technisch personeel, of zelfs op andere aspecten van de organisatie of van de werking van de informaticacentra ? Aan de hand van de bewoordingen van het ontwerp kan geen antwoord op die vraag worden gegeven.

Mocht het in de bedoeling van de Regering liggen om voor het administratief en technisch personeel van die centra een ideologisch pluralisme op te leggen, dan zou dat niet in overeenstemming zijn met de artikelen 6, 6bis en 14 van de Grondwet. Het beginsel van de gelijke benoembaarheid van de Belgen tot overheidsbedieningen verzet er zich tegen dat het behoren tot een ideologische stroming of tot een filosofische denkrichting een selectiecriterium zou zijn bij indienstneming of bevordering. De vrijheid van mening, de vrijheid om zijn mening te uiten en hierdoor de vrijheid om zijn mening niet bekend te maken, verbieden dat gegadigden voor een overheidsbediening de ideologische of filosofische strekking waartoe zij zich rekenen, bekend moeten maken om benoemd of bevorderd te kunnen worden.

Alleen de wetgever kan, ter voorkoming van discriminaties die bij gebreke van een zodanige maatregel zouden kunnen ontstaan op grond van ideologische of filosofische strekkingen, voorzien in een "evenwichtige verdeling van de ambten, bevoegdheden en dienstaanwijzingen" tussen die strekkingen onder het personeel van sommige besturen. Op te merken valt echter dat de wetgever dat uitzonderlijke middel ter voorkoming van discriminatie slechts heeft aangewend ten aanzien van de personeelsleden van de openbare instellingen, besturen en diensten van het cultuurbeleid, van welke personeelsleden, wegens de aard zelf van hun functies, in de uitoefening daarvan nor-

.../...

maal kan worden verwacht dat zij in het openbaar laten blijken dat zij tot een bepaalde ideologische stroming of tot een bepaalde filosofische denkrichting behoren (vergelijk de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt, inzonderheid artikel 20 van die wet).

De redachtie van artikel 3, 7, van het ontwerp zou dus moeten worden herzien om duidelijker te doen uitkomen wat de strekking ervan is en om te voorkomen dat het kan worden uitgelegd alsof het betrekking had op het administratief of technisch personeel van de informaticacentra.

Artikel 4 (dat artikel 2, tweede lid wordt).

Die bepaling zou het tweede lid van artikel 2 kunnen vormen.

De volgende redactie, waarbij de gemachtigden van de Regering zich aansluiten, wordt voorgesteld :

"Voor een bepaald gebied kan slechts één centrum worden erkend".

Artikel 6 (dat artikel 4 wordt).

Dit artikel zal moeten worden herzien als de Regering verkiest dat de Koning bevoegd is voor het verlenen van erkenning.

Artikel 7 (dat artikel 5 wordt).

De volgende redactie wordt voorgesteld :

.../...

"Artikel 5.

Het erkende centrum is verantwoordelijk voor de veiligheid en de vertrouwelijkheid van de informaties en voor de regelmatige mededeling ervan.

Tot de intrekking wordt besloten door ... (1)"

Artikel 8.

Artikel 8 zou beter op het einde van het voorgestelde artikel 3 komen, in de vorm van een aldus luidend 9° :

"9° zich schikken naar de bepalingen van het koninklijk besluit van 7 maart 1978 tot bepaling van de inhoud en van de indeling van een als minimum geldend genormaliseerd rekeningstelsel".

---

(1) zie wat dit tweede lid betreft de opmerkingen die ten aanzien van de erkenning zelf gemaakt zijn onder artikel 2 (dat artikel 1 wordt) van het ontwerp.

La chambre était composée de

Messieurs : H. ROUSSEAU, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

A. VANWELKENHUYZEN, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

C. DESCHAMPS, assesseurs de la section de législation,

L. MATRAY, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE, président de chambre.

Le rapport a été présenté par M. J. FORTPIED, premier auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE, kamervoorzitter.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. FORTPIED, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. H. ROUSSEAU.